

leur sort les pays moins fortunés. En plus d'élaborer le mécanisme de San Jose, le Venezuela a été le premier pays à répondre à la demande d'aide financière de la Bolivie. L'arrangement commercial original aux termes duquel le Venezuela échangera son pétrole contre de la bauxite de la Guyane aidera ce pays à surmonter ses problèmes économiques.

L'interdépendance économique mondiale est une réalité de plus en plus largement comprise et acceptée dans tous les pays. Il est généralement convenu que les politiques nationales doivent contribuer à la stabilité et à la croissance de l'économie mondiale et, partant, qu'il est nécessaire d'accroître la coopération internationale. Toutefois, le système économique international est soumis à des tensions extrêmes. L'objectif commun d'un système commercial plus ouvert et plus libre subit les pressions que présentent les mesures et menaces protectionnistes.

Je m'apprête à représenter le Canada aux pourparlers commerciaux clés qui se dérouleront la semaine prochaine à Punta Del Este et qui, je l'espère, lanceront une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales. Ces négociations sont d'une importance critique pour nous et, à notre avis, pour toutes les autres nations commerçantes. Dans nos deux pays, la poursuite de la croissance et du développement dépend très largement d'un système commercial international ouvert. À Punta Del Este, notre principal objectif sera de réduire les tensions auxquelles est soumis le système et qui, sinon, auront des conséquences désastreuses sur l'avenir collectif.

Dans le secteur du commerce agricole international, nous faisons face à une crise réelle. Les politiques originellement conçues pour protéger et encourager les agriculteurs des pays de la Communauté européenne et, dans une moindre mesure, les États-Unis et le Japon menacent aujourd'hui les agriculteurs du monde entier. Les agriculteurs canadiens et vénézuéliens font face à la poussée irrésistible des subventions européennes et américaines qui menacent de ruiner les trésors publics, d'altérer le commerce dans ce secteur et de détruire les économies agricoles de moindre envergure. D'ailleurs, les questions de commerce agricole international absorbent une partie considérable et croissante de mon emploi du temps et de celui du Premier ministre. Au sommet des nations industrialisées tenu à Tokyo en mai, la question agricole, qui a été soulevée par le Canada, a été longuement débattue. C'était la première fois, qui ne sera certainement pas la dernière, que le Sommet se penchait sur cette question. Bien que les leaders du Sommet aient reconnu le problème, ils poursuivent